

humaine. Si aucune évolution n'intervient, des conflits éclateront et leur solution entraînera inévitablement des souffrances accrues et la perte de vies humaines. C'est donc faire preuve d'amitié et non d'hostilité que de demander instamment que l'on prenne des mesures visant à modifier ces systèmes néfastes avant qu'il ne soit trop tard.

51. Malheureusement, les choses ont été tellement déformées par le racisme en Afrique australe et ailleurs qu'elles le sont aussi aux Nations Unies. Si des formes moins violentes de racisme et de discrimination raciale qui sévissent dans d'autres régions du monde méritent l'attention, l'Afrique australe demeure l'exemple le plus virulent de ce mal et a droit à la priorité.

52. Pour autant qu'elle y répugne, l'Organisation des Nations Unies devra inévitablement prendre des mesures énergiques à l'encontre des Etats qui violent de façon flagrante les engagements qu'ils ont pris en devenant Membres de l'Organisation.

53. M. Maina exprime l'espoir que, d'ici à la fin de la Décennie, aucun Etat du monde ne sanctionnera officiellement et publiquement le racisme dans sa Constitution et dans sa législation. Le racisme engendre de nombreux autres maux, comme le colonialisme et l'impérialisme, et son élimination allégerait les souffrances indicibles que subissent les peuples du monde.

54. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil fixe au lundi 3 mai, à 17 h 30, la limite du délai de dépôt des projets de résolution relatifs à la question à l'examen.

55. M. BADAWI (Egypte) dit qu'un de ces projets de résolution en est aux tous premiers stades d'élaboration et demande que cette limite soit reportée de 24 heures et fixée au mardi 4 mai à 17 h 30.

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 18 heures.*

## 1993<sup>e</sup> séance

Judi 29 avril 1976, à 11 h 10.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1993

### POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

**Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite)** [E/5759 et Add.1, E/5760 et Add.1, E/5763, E/5799, E/5813]

1. M. MALIKYAR (Afghanistan) dit que c'est en grande partie grâce aux efforts exercés par l'Organisation des Nations Unies que la prise de conscience des fléaux que sont le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid* a continué de s'affirmer et que la communauté internationale participe désormais à la lutte visant à leur élimination. On s'accorde maintenant à reconnaître, plus que jamais, que la réalisation et l'exercice des normes universelles des droits de l'homme sont tout à la fois inévitables et indispensables pour préserver la paix et la sécurité internationales. La communauté internationale doit s'employer à assurer le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier le droit à l'autodétermination, condition fondamentale du respect des autres droits, et à favoriser l'élimination complète de la domination étrangère et du colonialisme sous toutes ses formes. En ce qui concerne l'Afrique australe, les progrès réalisés dans les anciens territoires portugais contrastent avec la situation effroyable qui continue de régner dans certains territoires, y compris la Namibie et le Zimbabwe. La délégation afghane se félicite des récentes résolutions du Conseil de sécurité portant condamnation des activités illégales des régimes racistes en Afrique du Sud et elle appuie la décision prise par le Gouvernement mozambicain d'appliquer les sanctions arrêtées contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud.

2. La délégation afghane demande instamment à tous les Etats de donner leur plein appui au Programme de

la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale [résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, annexe] et se félicite de l'offre faite par le Gouvernement ghanéen d'accueillir la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale en 1978 (voir E/5763). L'Afghanistan a toujours participé activement aux efforts visant à promouvoir la mise en œuvre et la réalisation universelle des libertés fondamentales, soutenant les droits des peuples qui luttent pour l'autodétermination et contre la loi et la domination étrangères. La discrimination raciale est interdite en Afghanistan, et ce pays n'a jamais entretenu de relations d'aucune sorte avec les régimes minoritaires racistes.

3. M. FADHLI (Yémen démocratique) fait observer que, partout où s'exercent le racisme et la discrimination raciale, on constate que ces pratiques recueillent le plein appui et la collaboration d'un ou de plusieurs Etats impérialistes. Ces Etats se font les principaux protecteurs et alliés des régimes racistes en leur fournissant une aide militaire et économique bilatérale ou en s'opposant à toute décision qui pourrait être prise par la communauté internationale afin d'éliminer les manifestations honteuses du racisme et de la discrimination raciale. Le monde entier doit s'attacher à éliminer ces fléaux, et les efforts en ce sens déployés par les nations et par les organisations internationales doivent se poursuivre. A cet égard, la délégation du Yémen démocratique estime que le Séminaire international sur l'élimination de l'*apartheid* et le soutien de la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud, qui doit se tenir à La Havane du 24 au 28 mai 1976, ainsi que la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui doit se tenir au Ghana en 1978, constituent des initiatives extrêmement

louables. M. Fadhli souhaite vivement que le Conseil économique et social appuie ces efforts et il recommande que l'ONU prenne en charge conjointement avec le Gouvernement ghanéen les dépenses entraînées par l'organisation de la Conférence au Ghana.

4. L'Assemblée générale a adopté la résolution 3057 (XXVIII) en 1973 aux fins de lutter contre le racisme et la discrimination raciale, et elle a adopté la résolution 3379 (XXX) en 1975, dans laquelle elle déclare que le sionisme est une forme de racisme. Ces deux résolutions ne sauraient être dissociées. Le peuple palestinien, tout comme le peuple de l'Afrique australe, lutte contre l'occupation étrangère, la confiscation de sa terre par la force, la destruction de ses foyers et le refus de reconnaître son droit inaliénable à l'autodétermination. Le sionisme ne saurait être qualifié de mouvement de libération nationale. M. Fadhli rappelle à ce propos la déclaration faite par la délégation du Koweït à la trentième session de l'Assemblée générale et rappelant que, lorsque avait débuté le mouvement sioniste, il s'était lui-même intitulé colonialisme. De fait, le colonialisme était alors fort en vogue.

5. M. FASLA (Algérie) dit que son pays attache la plus grande importance à la mise en œuvre intégrale du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale ainsi qu'au succès de la Décennie. La situation en Afrique australe devient chaque jour plus menaçante pour la paix et la sécurité internationales. Les régimes blancs minoritaires continuent de défier la communauté internationale, et celle-ci ne doit pas se laisser abuser par leur propagande lorsque ces régimes parlent de dialogue et de négociations en vue d'assurer l'évolution pacifique de la situation. Ces régimes, qui reposent sur l'oppression, sont soutenus par des groupes d'intérêts internationaux, qui sont les alliés du racisme et de l'*apartheid*. L'agression dont l'Angola a été victime de la part de l'Afrique du Sud, appuyée par la réaction internationale, démontre les menaces que font peser les régimes racistes sur la sécurité des pays limitrophes et sur la paix.

6. La communauté internationale doit agir pour exprimer sa détermination d'œuvrer à l'élimination totale et inconditionnelle du racisme, de la discrimination raciale et de l'*apartheid*. Les actions de certains pays jettent des doutes sur la sincérité de leurs déclarations condamnant les régimes minoritaires, lesquels ne pourraient continuer de défier la communauté internationale sans l'aide économique, militaire et diplomatique que leur apportent ceux-là mêmes à qui la Charte des Nations Unies a confié des responsabilités particulières pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les pays non alignés, les pays africains, les pays socialistes et d'autres pays progressistes dans le monde n'ont cessé de dénoncer les alliés et complices des régimes racistes. L'action de la communauté internationale doit être renforcée et doit se traduire, entre autres, par la rupture de toutes relations avec les régimes racistes, la dénonciation devant toutes les tribunes internationales de ces régimes et de ceux qui les soutiennent, l'application immédiate des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, en particulier dans le domaine des sanctions économiques, la fourniture d'une aide matérielle et morale aux mouvements de libération nationale et aux

peuples qui luttent contre des régimes d'oppression et la fourniture d'une assistance à la Zambie, au Mozambique et à l'Angola dans leur lutte contre ces régimes. Le Conseil de sécurité doit assumer pleinement ses responsabilités et prendre toutes les mesures qui s'imposent au titre du Chapitre VII de la Charte.

7. Le peuple palestinien subit la même oppression que les Noirs d'Afrique australe, une oppression fondée sur la notion de supériorité raciale. L'Assemblée générale a assumé ses responsabilités en adoptant la résolution 3379 (XXX), qui assimile le sionisme au racisme. La véritable nature du sionisme est apparue au grand jour, non pas dans la philosophie de ses fondateurs mais dans la pratique. Le sionisme a imposé la discrimination religieuse sur le sol palestinien et pratique une forme d'*apartheid* aussi déplorable que celle qui est appliquée en Afrique du Sud, pratique que la communauté internationale a raison de vouloir éliminer. La récente visite de Vorster en Israël démontre d'une manière éclatante les liens spéciaux et la collaboration étroite qui existent entre les deux régimes dont les traits communs sont l'oppression, l'agression et la discrimination raciale.

8. Une autre forme importante de discrimination raciale est celle dont sont victimes les travailleurs migrants du tiers monde, qui sont obligés d'émigrer et d'aller travailler dans des pays étrangers. Les pays qui accueillent les travailleurs migrants devraient adopter des mesures législatives visant à protéger la dignité de ces travailleurs et à leur accorder un traitement identique à celui dont jouissent leurs ressortissants.

9. Le représentant de l'Algérie demande instamment à tous les Etats d'attacher une importance particulière aux moyens d'information et aux instruments de culture dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Cette lutte s'inscrit dans le cadre des efforts entrepris dans le monde entier pour instaurer des rapports économiques et sociaux plus équitables entre les nations et pour promouvoir le développement harmonieux des pays du tiers monde. La délégation algérienne se félicite de la prochaine Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui doit se tenir au Ghana, et demande instamment au Conseil d'appuyer la requête du Gouvernement ghanéen concernant les dépenses occasionnées par la Conférence.

10. M. BROAD (Royaume-Uni) dit que le Royaume-Uni ne prétend pas être une société parfaite mais que, grâce à sa tradition de liberté de parole, chacun peut y prendre connaissance en lisant les journaux du débat passionné auquel donnent lieu des questions aussi difficiles que celle des relations raciales dans le pays même et à l'étranger. M. Broad fait observer qu'un consensus s'est dégagé au sein de l'ONU quant à la signification du racisme et de la discrimination raciale et quant aux mesures pouvant être prises dans ce domaine. L'évolution de ce consensus peut être attribuée à deux faits : la force issue de l'expérience qu'a connue l'Europe entre 1933 et 1945 et le mouvement international pour l'autodétermination et la protection des droits de l'homme depuis 1945. Grâce à ces deux forces, une coalition s'est formée pour supprimer le racisme et la discrimination raciale en tant qu'éléments des relations internationales. A cet égard, l'ONU a su s'acquitter de ses responsabilités vis-à-vis de la communauté interna-

tionale en veillant à ce que le processus de décolonisation se poursuive sans les terribles effusions de sang et les souffrances des guerres précédentes. L'Afrique du Sud offre un exemple consternant de discrimination raciale institutionnalisée, mais il importe de bien comprendre que la lutte contre la discrimination raciale va bien au-delà de la lutte contre l'*apartheid*, faute de quoi la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale perdrait son caractère universel et une partie de sa force morale. Le consensus général sur le racisme et la discrimination raciale qui s'est dégagé au sein de l'ONU pourrait être renforcé dans les années à venir et pourrait de même renforcer les efforts déployés par tous les Etats Membres pour lutter contre la discrimination raciale si certaines conditions étaient réunies. Si l'Assemblée générale redéfinit arbitrairement le racisme comme elle l'a fait dans sa résolution 3379 (XXX), un tel consensus ne peut plus exister. De même, il ne peut y avoir de consensus si l'Assemblée générale permet que des querelles partisans soient exploitées en vue de discréditer l'intégrité morale de l'une des parties à ces querelles. La préoccupation commune de tous les Etats Membres de l'ONU doit être de veiller à ce que le processus inauguré de façon si prometteuse par la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale] et par la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale soit renforcé. Toutefois, même s'il s'avérait qu'une telle évolution n'est pas possible, le Royaume-Uni n'en continuera pas moins de tout faire pour promouvoir l'harmonie raciale sur son territoire et à l'étranger, et en particulier en Afrique australe.

11. M. SALLAM (Yémen) dit que, bien que des progrès aient été accomplis depuis la proclamation de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, le racisme et la discrimination raciale existent encore.

12. Le Gouvernement yéménite se félicite de l'initiative qu'a prise le Gouvernement ghanéen en offrant d'accueillir la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et estime, comme lui, que la moitié, sinon la totalité, du coût de la Conférence devrait être à la charge de l'ONU.

13. L'alliance impie entre les systèmes racistes d'Israël et de l'Afrique du Sud a été mise en relief par la visite du Premier Ministre sud-africain en Israël. Le Premier Ministre sud-africain aurait déclaré qu'un comité ministériel commun serait créé pour examiner les questions de développement commercial, d'investissements, de coopération scientifique et industrielle et d'utilisation en commun des matières premières sud-africaines et de la main-d'œuvre israélienne. Ce nouveau lien entre le sionisme et l'*apartheid* montre que les deux systèmes sont résolus à revenir à leur politique de discrimination raciale, au mépris des condamnations de l'opinion mondiale; ces deux régimes, qui ont été fondés sur l'hypothèse coloniale qu'un peuple européen avait un droit moral et historique sur les terres d'un autre peuple, ont créé d'énormes systèmes de racisme institutionnalisés, ont aliéné la communauté mondiale et se sont fermement opposés à l'application des résolutions des Nations Unies. Le Conseil est donc dans l'obligation de recommander à l'Assemblée générale de réaffirmer

toutes ses résolutions sur le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid* et de rendre obligatoires certaines mesures positives contre les gouvernements qui pratiquent la discrimination raciale.

14. M. GUTIERREZ (Bolivie) dit que le caractère autochtone de la nation bolivienne a été confirmé à de nombreuses reprises par les idéalistes et les révolutionnaires, par les milieux gouvernementaux et par la population. La simple mention du nom de "Tiahuanaco" fait apparaître les images d'une civilisation étonnante, depuis longtemps disparue, où les Quechuas et les Aymaras ont peuplé la région des andes. L'esprit profond de cette race a survécu. Les noms de Tupac Amaru, de José Gabriel Condorcanqui et de Julio Apaza nous rappellent les efforts répétés déployés par la population autochtone pour se libérer de la domination coloniale espagnole. La lutte d'indépendance lancée par les guérilleros et les paysans *criollos* et menée par les grands libérateurs a duré 15 ans et forgé un lien indestructible entre la classe dirigeante et la population paysanne.

15. A aucun moment pendant les époques coloniale ou républicaine il n'y a eu un seul exemple de discrimination raciale. Au contraire, la démocratie sociale a été et continue d'être tellement réelle qu'on a parfois dédaigneusement qualifié le peuple bolivien de *Cholos* ou métis. Cependant, ce métissage est à l'origine de la vitalité qui caractérise aujourd'hui la nation bolivienne.

16. On ne peut nier que les *criollos*, en tant que classe dirigeante de la République, ont cherché à jouir des mêmes droits que les anciens colonialistes en matière de propriété foncière et d'administration publique. Cependant, les temps ont changé. En vertu de la Constitution, aucune forme de servitude ne peut être reconnue et nul ne peut être obligé à travailler sans son consentement ni sans rémunération adéquate. La Constitution stipule que chacun jouit des droits, des libertés et des garanties qu'elle reconnaît, sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion, de conviction politique ou autre, d'origine ou de statut économique ou social; la dignité et la liberté de la personne sont inviolables, et l'Etat a pour principal devoir de les respecter et de les protéger. En Bolivie, les paysans ne sont pas tenus de rendre des services non rétribués et ils sont propriétaires des terres qu'ils cultivent. On s'efforce actuellement d'obtenir des prêts et des apports techniques suffisants pour les encourager à produire dans un but lucratif et pour améliorer les niveaux d'instruction et de culture de la population. Il convient également de noter qu'il y a eu beaucoup de ministres, de sénateurs, de députés, de maires, d'écrivains et d'artistes boliviens d'ascendance purement indienne.

17. Il n'y a pas de discrimination raciale en Bolivie et le Gouvernement bolivien est fermement en faveur de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Cette lutte est étroitement liée au processus d'émancipation des peuples africains. Elle ne doit pas être camouflée par des intérêts extérieurs; on ne ferait ainsi que repousser la libération de certaines majorités africaines en leur retirant l'appui de ceux qui pourraient le mieux contribuer à la conquête de leur liberté. Il ne faudrait pas non plus faire de cette question un élément de stratégie politique.

18. En conclusion, M. Gutierrez remercie le Gouvernement ghanéen d'avoir offert d'accueillir la prochaine Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

19. M. HERZOG (Observateur d'Israël), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que, lorsque la Troisième Commission a recommandé le Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session, sa délégation a été de celles qui l'ont approuvé fermement et sans équivoque, car son pays éprouve une grande répulsion pour toute discrimination fondée sur des distinctions de race, de couleur ou de religion, mais surtout parce que, pendant des siècles, le peuple juif a été la victime traditionnelle du racisme dans diverses parties du monde. A cet égard, le mois d'avril a une signification particulière, car le vingt-septième jour du mois hébreu de nissan, le peuple juif a rendu hommage aux six millions de Juifs tués par les nazis et aux héros tombés lors du soulèvement du ghetto de Varsovie. C'est pour empêcher que des événements aussi tragiques ne se reproduisent et pour assurer la protection des droits de l'homme dans le monde entier que l'Assemblée générale avait proclamé, à l'origine, la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

20. Dans sa réponse au questionnaire adressé par le Secrétaire général en vertu de l'alinéa e du paragraphe 18 du Programme [voir E/5759, annexe], le Gouvernement israélien a déclaré qu'en Israël le racisme et la discrimination raciale, dans le sens qu'on leur donne dans les débats internationaux, n'existent pas. Démocratie constituée de groupes ethniques, religieux et linguistiques différents, Israël a été guidé, dès sa création, par les principes de liberté, de justice et de paix, en assurant autant que possible l'égalité des droits sociaux et politiques à tous ses habitants. Etant donné le cours tragique qu'a suivi l'histoire du peuple juif, le maintien de la dignité de l'homme a valeur d'axiome dans la vie d'Israël, qui s'est toujours efforcé d'éliminer toutes les distinctions, les exclusions, les restrictions et les préférences fondées sur une distinction de race, de couleur ou d'origine nationale ou ethnique qui auraient pour objet ou pour résultat d'empêcher l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur une base d'égalité. Bien qu'il ait dû surmonter maints obstacles internes et externes, Israël peut se targuer là de résultats honorables.

21. Israël a tenu à participer à la Décennie, parce qu'il faut manifestement que les peuples qui ont le plus souffert de la discrimination dans l'histoire partagent leurs expériences et mettent leurs efforts en commun pour instaurer la compréhension et l'harmonie. Toutefois, les extrémistes et les racistes arabes ont décidé que c'était eux, et eux seuls, qui avaient qualité pour lutter contre le racisme et que la participation des pays occidentaux et d'Israël ne pouvait en aucune manière contribuer au succès de cette décennie. Eux, qui ont livré une guerre de génocide au peuple kurde, qui ont massacré plus d'un demi-million de Noirs en Afrique, qui tiennent en otage une minuscule communauté juive pour appliquer leur politique de haine et qui ont déclaré que, de l'océan Atlantique jusqu'au golfe Persique, qu'ils appellent le golfe Arabe, seule la présence arabe était tolérée — eux,

et eux seuls au monde, sont qualifiés pour déterminer la façon d'éliminer le racisme de la surface de la Terre.

22. Pour le peuple juif et pour les peuples libres et civilisés du monde entier, le 10 novembre 1975 demeurera un jour d'infamie. Les Etats arabes, en forçant les Nations Unies à assimiler le sionisme au racisme, ont jeté le discrédit sur l'Organisation et suscité dans le monde entier un sentiment de répulsion. Bien qu'Israël ait approuvé toutes les mesures visant à éliminer le racisme dans le monde — et il n'en est de meilleurs témoins que les pays africains, avec nombre desquels Israël continue de coopérer en matière de développement — il a été obligé à regret de dénoncer une résolution qui portait sur cette question. L'introduction d'une notion politique partisane et sans rapport avec la question dans cette résolution oblige la délégation israélienne, non sans regret, à s'opposer au Programme pour la Décennie tant qu'il impliquera cette notion obscène. M. Herzog demande donc au Conseil de rejeter le Programme tant qu'il n'aura pas été vidé d'un élément inspiré par les racistes et les antisémites et il ose espérer que, avant que ce ne soit chose faite, le Programme ne bénéficiera d'aucun appui.

23. M. Herzog rejette purement et simplement les remarques qu'ont inspirées à certains représentants les visites faites en Israël par des dirigeants sud-africains. La position de son pays sur l'*apartheid* a été exposée à maintes reprises et demeure inchangée. Israël s'est toujours abstenu de tout commentaire sur les visiteurs reçus par d'autres pays. La seule différence entre Israël et les pays qui suivent la voie de l'hypocrisie, c'est qu'Israël agit au grand jour, qu'Israël n'a rien à cacher. La visite du premier ministre Vorster a débuté par un pèlerinage aux Lieux saints à l'occasion des fêtes de Pâques. M. Herzog imagine facilement quelle aurait été la réaction de ses collègues arabes si un pèlerin s'était vu refuser l'accès aux Lieux saints uniquement en raison de ses opinions politiques. En fait, des millions d'étrangers et des centaines de milliers d'habitants de pays arabes se sont rendus aux Lieux saints en Israël. Les dirigeants de tous les pays, y compris ceux qui ont exprimé des vues hostiles à l'égard d'Israël, sont les bienvenus aux Lieux saints. Cela ne signifie pas toutefois qu'Israël sera influencé d'aucune manière par leurs opinions sur Israël ou sur l'avenir politique du Moyen-Orient. Si des membres du Conseil ou Membres de l'Organisation des Nations Unies souhaitent examiner l'ensemble de la question des visites des dirigeants de divers pays, libre à eux, à condition que cet examen ne soit pas sélectif. S'il devait y avoir au Conseil un membre pour suggérer que la visite d'un dirigeant national implique automatiquement que l'Etat qui le reçoit se range aux conceptions politiques, sociales ou économiques du visiteur, tous les pays sans exception risqueraient fort de se trouver dans une position plutôt délicate, embarrassante et intenable. Si l'on prétend insinuer que le fait de recevoir M. Vorster et ses ministres doit être interprété comme une caution des politiques du Gouvernement sud-africain, dès lors cette conclusion doit sans nul doute être valable pour tous les pays où de semblables visites ont eu lieu.

24. Est-il préférable de rechercher le dialogue et de tenter d'influencer et de convaincre, comme cela a été le cas dans la plupart des conflits dans le monde, ou faut-il faire preuve d'immaturité politique et adopter



l'attitude obstinée des pays arabes qui refusent de rencontrer les représentants d'Israël, refusent d'influencer par le dialogue et, de l'avis de M. Herzog, ont peur d'être influencés par le dialogue ? Pour quel système faut-il pencher : le système des rapports directs et ouverts, sur la base de la dignité mutuelle, ou le refus d'aborder les problèmes en pratiquant la politique de l'autruche ? Là est toute la question. Dans un monde où le dialogue existe, on peut se comprendre. Sans dialogue, pas de compréhension possible. Et sans courage, pas de dialogue possible. Cela ne rime à rien de n'examiner qu'un petit aspect d'un problème. Il faut renoncer à proférer des accusations sélectives et soumettre tous les faits à l'examen de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

25. La position d'Israël sur la question de la discrimination raciale a plus d'une fois été clairement exposée. C'est le peuple juif qui a introduit dans le monde la notion que Dieu a créé l'homme — tous les hommes — à son image, qui a apporté au monde l'idéal contenu dans les mots "tu aimeras ton voisin comme toi-même". C'est le peuple juif dont le dirigeant Théodore Herzl, fondateur du sionisme moderne, a écrit dans son livre *Altneuland* en 1902 :

"Il existe un problème d'infortune raciale qui n'a toujours pas été résolu, problème dont seul un Juif peut comprendre les résonances profondes : je veux parler du problème des Africains. Souvenez-vous de tous ces terribles épisodes de la traite des esclaves, de ces êtres humains qui, pour le seul motif qu'ils étaient noirs, étaient volés comme du bétail, faits prisonniers, capturés et vendus. Leurs enfants ont grandi en pays étranger, en butte au mépris et à l'hostilité parce que la couleur de leur peau était différente. Je n'ai pas honte de le dire. . . lorsque j'aurai été témoin de la rédemption d'Israël, mon peuple, je souhaite assister à la rédemption du peuple noir."

26. Les Juifs sont un peuple multiracial de toutes couleurs et de toutes origines, dont la religion peut être librement adoptée par tous, sans distinction de race, de couleur ou de sexe; un peuple qui, bien qu'exposé de toutes parts à la haine et à une intransigeance impitoyables, a réussi à mettre en place une administration dans les territoires qu'il occupe depuis 1967 — et qu'il continuera à administrer en attendant les négociations qui devront mener à la paix — territoires où les habitants arabes ont pu procéder à des élections libres, ce qui n'est le cas nulle part ailleurs dans le monde arabe, auxquelles pour la première fois les femmes ont été admises à participer, encore qu'il ait été évident que les résultats du vote ne seraient pas tous politiquement au goût du peuple juif. Les régimes racistes et despotiques qui prononcent d'interminables diatribes contre Israël à l'ONU ne devraient pas avoir le droit de faire même mention du mot "liberté" : c'est une notion qui les dépasse et dont ils seraient bien incapables de comprendre le sens.

27. M. ARAIM (Observateur de l'Irak) prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que son gouvernement attache une grande importance à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Le combat que mènent sans discontinuer les peuples d'Azanie, de Namibie, de Palestine et du Zimbabwe montre que les peuples d'Afrique et d'Asie

sont résolus à éliminer de leurs continents toutes les séquelles du colonialisme et du racisme. Le triomphe des mouvements de libération nationale en Afrique australe renforcera la lutte engagée par les Palestiniens pour recouvrer leurs droits. La collaboration militaire et politique entre l'Afrique du Sud et le régime sioniste de Palestine est bien connue et prouve que les deux régimes n'ont pas renoncé à leur répression sur les peuples qu'ils dominent.

28. La résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale a été une résolution capitale, attendue de longue date. Le peuple de Palestine a longtemps souffert des atrocités commises par les autorités sionistes, et l'Organisation des Nations Unies a ainsi contribué à porter à l'attention du monde le comportement raciste du mouvement sioniste, qui, non content d'usurper le territoire du peuple palestinien, persiste à nier l'existence même de ce peuple. Les résolutions 1904 (XVIII) et 2106 A (XX) de l'Assemblée générale donnent des définitions précises du terme "discrimination raciale" et, examinée à la lumière de ces résolutions, l'action du mouvement sioniste en Palestine peut être considérée comme une forme de discrimination raciale. Déjà en 1919, à une époque où 90 p. 100 de la population de la Palestine était palestinienne, Chaïm Weizmann, un des fondateurs du mouvement sioniste, déclarait que la Palestine serait "aussi juive que l'Angleterre est anglaise".

29. M. ARAIM se demande si la délégation du Royaume-Uni pourrait justifier la suggestion que la définition du racisme et de la discrimination raciale ne peut se fonder que sur l'expérience européenne. L'Afrique et l'Asie ont subi les effets du racisme et la domination coloniale de pays comme le Royaume-Uni, et c'est la collusion de l'impérialisme et du colonialisme qui a aidé le mouvement sioniste à chasser les Palestiniens de leur patrie. La délégation irakienne rejette les propos insultants des Etats-Unis qui ont prétendu que le sionisme serait un mouvement de libération. Les succès des mouvements de libération et la solidarité avec la lutte palestinienne des pays qui ont récemment accédé à l'indépendance permettent heureusement de démasquer les véritables intentions du sionisme.

30. L'évolution récente de la situation en Israël donne de nouvelles preuves du comportement discriminatoire des autorités sionistes. Les Arabes palestiniens vivant dans les territoires occupés en 1948 ont toujours été privés de la jouissance de leurs droits fondamentaux, alors que les Juifs émigrant d'autres pays se voyaient accorder une priorité dans tous les domaines. Aujourd'hui de nouveaux immigrants juifs se sont installés sur la rive occidentale du Jourdain. Les sionistes ne se sont pas contentés de s'emparer des terres arabes, ils se mêlent de la liberté de religion des Arabes et de certains de leurs autres droits fondamentaux. Les événements des derniers mois ont démontré une fois de plus que, si les Arabes rejettent les prétentions des autorités sionistes, c'est parce qu'ils connaissent parfaitement leurs desseins, et il est grand temps que l'Organisation des Nations Unies condamne à nouveau le sionisme en tant que forme de racisme et de discrimination raciale. La conduite d'Israël doit également être condamnée parce que ce pays pratique la discrimination raciale à l'encontre des Palestiniens.

31. Le Gouvernement irakien rejette catégoriquement les allégations du représentant israélien qui a prétendu que la communauté kurde d'Irak faisait l'objet d'une discrimination. Chacun sait que cette communauté jouit d'une entière liberté et de l'égalité de droits avec le reste de la population, conformément à la législation nationale. Il rejette également les propos fallacieux selon lesquels les Juifs vivant dans les pays arabes y seraient maltraités. Les sionistes ont commis des actes criminels pour forcer les Juifs à quitter le monde arabe, et les historiens sionistes eux-mêmes ont reconnu que, avant d'émigrer en Israël, les Juifs des pays arabes bénéficiaient exactement des mêmes possibilités que tous les autres groupes de population de ces pays.

32. Le PRÉSIDENT exhorte toutes les délégations à faire preuve de modération dans leurs interventions.

33. Le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine, qui, conformément à la décision 129 (LIX) du Conseil, a été invitée à participer, sans droit de vote, aux débats du Conseil portant sur toute question qui présenterait pour elle un intérêt particulier, a demandé d'être autorisé à faire une déclaration.

34. En vertu des dispositions de l'article 73 du règlement intérieur du Conseil, le Président invite le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à prendre la parole.

35. M. TERZI (Organisation de libération de la Palestine), dit que son organisation, qui représente le peuple palestinien, appuie sans réserve toutes les activités tendant à éliminer le racisme et la discrimination raciale, en particulier en Afrique, ainsi que le Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La lutte contre le racisme est inséparable de la lutte contre la discrimination raciale et le peuple palestinien considère toute victoire sur l'idéologie raciste, où qu'elle soit, comme une contribution à sa propre lutte contre la domination raciste.

36. Certains pays prétendent que l'adoption de la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale entrave l'exécution du Programme de la Décennie. Pareille attitude est inacceptable, étant donné qu'aucune activité concrète tendant à appliquer le Programme n'a été entreprise au cours de la période comprise entre l'adoption de ces deux résolutions, ce qui prouve que ces pays sont en fait opposés à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui, dans certaines parties du monde, prennent la forme de l'*apartheid* et, dans la région et le pays de M. Terzi, celle du sionisme. En outre, ces pays continuent d'entretenir des rapports avec l'Afrique du Sud. M. Terzi se demande quelle est l'attitude des Etats-Unis, défenseurs empressés du régime raciste de Tel Aviv, devant l'axe Pretoria-Tel Aviv, si l'on se souvient en particulier que la paix mondiale a été détruite par un autre axe dans les années 30. Au lieu de critiquer ouvertement l'Afrique du Sud jusqu'à ce que toutes les formes de discrimination raciale soient éliminées sur toute l'étendue du continent africain, les Etats-Unis ont versé des milliards de dollars à Israël, qui supporte l'Afrique du Sud. Il ne serait pas réaliste d'espérer, au cours d'une année d'élection, que les Etats-Unis incitent le régime de Tel Aviv à participer à l'élimination du système de discrimination raciale le plus déplorable au monde. Malgré le mépris des Etats-Unis pour les décisions de l'Organisation des

Nations Unies, la victoire du peuple angolais sur le régime raciste qui l'a longtemps dominé montre que la lutte internationale de plus en plus active aboutira à l'émancipation complète du continent africain, malgré les sommes importantes que les Etats-Unis versent au régime raciste d'Israël.

37. En tant que Palestinien né à Jérusalem, M. Terzi déplore que l'on ait décrit la visite de Vorster en Israël comme "un pèlerinage aux Lieux saints à l'occasion de Pâques". D'après un journal israélien publié en hébreu, en date du 23 avril, le Premier Ministre sud-africain, Vorster, a nié devant le Parlement qu'il ait signé, au cours de sa visite, ou "pèlerinage", un traité prévoyant l'octroi par Israël d'une aide à l'Afrique du Sud dans le cas où cette dernière serait attaquée et l'octroi d'une aide sud-africaine à Israël dans l'éventualité d'une guerre avec les Arabes au Moyen-Orient. Le *Jerusalem Post*, publication quasi officielle, a également commenté la visite de Vorster. Il a fait observer que les partisans d'un rapprochement entre les deux Etats considéraient que les avantages pratiques sur les plans militaire, politique et économique l'emportaient sur les autres considérations, que, comme la politique d'Israël en Afrique noire était restée stérile, un renforcement de ses relations avec l'Afrique du Sud constituait une réaction naturelle devant la rupture des relations des pays africains avec Israël et que les rapports entre les deux pays dans le domaine militaire étaient plus importants encore que leurs relations sur d'autres plans.

38. Après avoir mentionné divers événements historiques montrant qu'Israël avait appuyé le régime sud-africain depuis sa création et que Pretoria considère les succès militaires israéliens comme une victoire des Blancs sur des non-Blancs au Moyen-Orient, M. Terzi ajoute qu'il ne citera la réponse sioniste au questionnaire adressé par le Secrétaire général en application de l'alinéa e du paragraphe 18 du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale que pour attirer l'attention du Conseil sur l'expression "du minimum de distinctions, ... généralement admis" cité au paragraphe 14 du document E/5759. A sa réunion du 19 juin 1974, le Conseil national palestinien a clairement montré qu'il était attaché à la création d'un Etat palestinien démocratique, comme le Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Yasser Arafat, l'avait déclaré devant l'Assemblée générale, le 13 novembre 1974<sup>1</sup>.

39. M. Terzi remercie au nom de son organisation le Gouvernement ghanéen de s'être offert à accueillir la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale; celle-ci apportera une contribution importante à la réalisation des objectifs de la Décennie et mobilisera l'opinion mondiale en faveur de l'application des décisions de l'Organisation des Nations Unies tendant à éliminer toutes les formes de racisme et de discrimination raciale.

40. M. ALLAF (Observateur de la République arabe syrienne), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit qu'à la fin du séjour du Premier Ministre sud-africain, Vorster, en Israël, une commission économique conjointe a été créée en vue d'encourager les investissements, le commerce et la coopération

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Séances plénières, 2282<sup>e</sup> séance.

scientifique et technique entre les deux pays en utilisant les matières premières de l'Afrique du Sud et les connaissances techniques d'Israël. Au cours de ce séjour, qui a été décrit par le représentant sioniste comme un pèlerinage aux Lieux saints, le chef du régime raciste le plus répugnant au monde a visité des usines d'aviation et des bases de l'aviation israélienne. Les autorités israéliennes ont interdit tout reportage sur ces visites. M. Allaf considère, avec le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine, que l'emploi du mot "pèlerinage" à propos de la visite du plus grand symbole vivant du racisme, est une insulte aux religions chrétienne, musulmane et juive.

41. Les rapports étroits existant entre Israël et l'Afrique du Sud ne sont pas une conséquence de l'adoption de la résolution 3379 (XXX) par l'Assemblée générale. Les documents de l'Organisation des Nations Unies contiennent d'amples preuves de l'existence d'une coopération de plus en plus étroite entre les deux régimes racistes.

42. Les idéaux du judaïsme exposés par le représentant sioniste sont dignes d'admiration. Malheureusement, le régime sioniste raciste n'applique pas ces idéaux dans les faits. Au contraire, des mesures inhumaines, comme la Loi sur le retour, d'inspiration raciste, permet aux Juifs qui ne sont pas nés dans le pays, ou dont les ancêtres n'ont même jamais vu ce pays, de s'établir en Palestine, alors que les Palestiniens qui vivent sur ces terres depuis des siècles sont traités comme des citoyens de troisième catégorie.

43. M. Allaf réfute les assertions du représentant sioniste selon lesquelles Israël serait impatient de participer à la Décennie et selon lesquelles des extrémistes arabes, racistes et antisémites en compromettraient le succès. Il déplore qu'Israël et d'autres Etats aient deux poids et deux mesures selon

qu'ils condamnent le racisme dans certaines parties du monde et le justifient et le protègent dans d'autres. Le représentant sioniste n'a fait mention de l'attitude d'Israël, vis-à-vis de la discrimination raciale, que pour déclarer que sa position est bien connue. Ce qui est bien connu, c'est la collaboration, la coopération et l'alliance impie d'Israël avec le régime de Pretoria.

44. Dans un de ses numéros de 1972, la revue "Témoignage chrétien" a publié les résultats d'une vaste étude qui montre qu'il existe de nombreuses analogies entre les régimes sud-africain et israélien; ils exercent un contrôle répressif sur la population, respectivement sud-africaine et palestinienne; tous deux font partie de la stratégie néo-colonialiste occidentale en Afrique et ils partagent tous deux le patrimoine commun des colonisateurs implantés par la force.

45. Prétendre que le sionisme est un mouvement de libération nationale est totalement inacceptable étant donné que les chefs du sionisme coopèrent avec l'Afrique du Sud, le plus grand ennemi des mouvements de libération nationale légitimes d'Afrique australe et d'ailleurs. En outre, la communauté internationale sait comment les soldats du sionisme traitent les jeunes et les vieillards, les femmes et les enfants, dans les territoires soumis à l'occupation illégale sioniste.

46. En conclusion, M. Allaf rappelle les décisions prises à la Conférence internationale sur la Namibie et les droits de l'homme qui s'est tenue à Dakar en janvier 1976, décisions qui témoignent de la détermination de toutes les forces antiracistes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine de rester unies dans la lutte en vue d'éliminer de la surface du globe toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, y compris le sionisme, l'*apartheid* et le néo-colonialisme.

*La séance est levée à 13 h 10.*

## 1994<sup>e</sup> séance

**Mercredi 5 mai 1976, à 11 h 5.**

*Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).*

E/SR.1994

### POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

**Examen de la situation au Guatemala à la suite du tremblement de terre du 4 février 1976 (E/5796 et Corr.1 et 2, E/L.1708, E/L.1711)**

### POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR

**Mesures à prendre à la suite des cyclones ayant affecté Madagascar (E/5788, E/L.1712)**

### POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

**Assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse (E/5762 et Corr.1, E/L.1715)**

1. M. BERKOL (Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe), présentant le

rapport du Secrétaire général sur la situation au Guatemala (E/5796 et Corr.1 et 2), donne un aperçu de l'ampleur de la catastrophe; il déclare toutefois qu'il a été grandement encouragé non seulement par l'aide massive fournie par la communauté internationale mais surtout par l'esprit de courage et de détermination manifesté par le peuple guatémaltèque pour faire face aux difficultés considérables avec lesquelles il est aux prises. Les travaux de réparation et de reconstruction ont commencé bien avant la fin de la phase critique de la période d'urgence, fixée par le Gouvernement guatémaltèque au 28 février. Mais, comme l'a déclaré le Président du Comité guatémaltèque de la reconstruction, la période d'urgence ne prendra fin que lorsque la dernière des maisons détruites aura été reconstruite. Etant donné que la plus grande partie de l'assistance fournie au cours de la période d'urgence est d'un type susceptible